

RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS DES LISTES A et B CONTENANT DE L'AMIANTE À intégrer au Dossier Technique Amiante

Rapport n°RR-210F009-17-0277

SANOFI AVENTIS
Recherche & Développement

Bâtiment Restauration
3 Digue d'Alfortville
94140 ALFORTVILLE



RAPPEL

« Code de la santé publique / partie réglementaire / LIVRE III / TITRE III / chapitre IV / section 2
Article R1334-28

Le dossier technique "Amiante" défini à l'article R.1334-26 est tenu à la disposition des occupants de l'immeuble bâti concerné, des chefs d'établissement, des représentants du personnel et de médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail. »

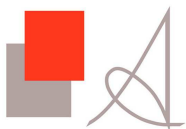
« ... »

« Les propriétaires communiquent le dossier technique "amiante" à toutes personnes physiques ou morales appelées à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti et conservent une attestation écrite de cette communication.

Les propriétaires communiquent la fiche récapitulative du dossier technique "amiante" prévue à l'article R.1334-26 aux occupants de l'immeuble bâti concerné ou à leur représentant et aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, dans un délai d'un mois à compter de sa date de constitution ou de mise à jour. »

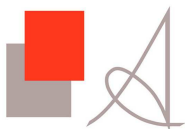
* **M.P.S.C.A.** : Matériaux et Produits susceptibles de Contenir de l'Amiante

Ce rapport comporte 21 pages, page de présentation et annexes comprises




SOMMAIRE

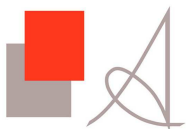
I. INFORMATIONS GENERALES	3
II. PERIMÈTRE DE LA MISSION DE REPÉRAGE.....	4
III. CONCLUSION.....	5
ANNEXE 1 : Liste des locaux	6
ANNEXE 2 : Grille de repérage	7
ANNEXE 3 : Fiche d'Identification et de Cotation	8
ANNEXE 4 : Photos	9
ANNEXE 5 : Plans ou Croquis	10
ANNEXE 6 : Procès-verbaux d'analyses.....	11
ANNEXE 7 : Liste des codes de conseils et préconisations	14
ANNEXE 8 : Recommandations générales de Sécurité	16
ANNEXE 9 : Attestation(s) de compétences	19
ANNEXE 10 : Attestation d'assurance.....	21



Dossier n° : RR-210F009-17-0277

I. INFORMATIONS GENERALES

Objet de la Mission	RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS DES LISTES A et B CONTENANT DE L'AMIANTE À intégrer au Dossier Technique Amiante
Immeuble bâti concerné Type de bâti Usage Nombre d'étage(s) Adresse	Bâtiment Restaurant Bâtiment Restaurant Rez-de-chaussée 3 Digue d'Alfortville 94140 ALFORTVILLE
Ordre de mission Donneur d'ordre Adresse Propriétaire Adresse Votre ordre de commande n°	SANOFI AVENTIS Recherche et développement Impasse des ateliers 94403 Vitry-Sur-Seine - - E000603711
Réglementation	 Code de la santé publique / partie réglementaire / LIVRE III / TITRE III / chapitre IV / section 2 « exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis » pour ce qui est des dispositions techniques  Arrêté du 12 décembre 2012
Rapport établi selon	 Norme NFX 46020
Laboratoire d'analyses affilié accrédité COFRAC	Laboratoire ITGA 15 route des Gardes – 92197 MEUDON CEDEX
Opérateur(s) de repérage AUGERIS	Martin COURBOULEIX, Eddy MAURER
Contrat assurance n°	Covea Risks n°113.988.379
Date du rapport	28 septembre 2017
Autorisation d'émission du rapport délivrée par	Rémi CASTELLI Directeur
Ce rapport comporte	21 pages, page de présentation et annexes comprises



II. PERIMÈTRE DE LA MISSION DE REPÉRAGE

Dossier n° : RR-210F009-17-0277

Zone contrôlée

Type de local	Bâtiment Restauration
Etage	Rdc
N° de lot	-
Adresse	3 Digue d'Alfortville 94140 ALFORTVILLE
Zones non visitées	néant
Si oui, localisation	-

Étendue de la recherche

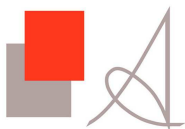
- Inclus : Recherche effectuée sur les matériaux et éléments de construction visibles directement accessibles sans sondages destructifs, répertoriés sur la liste figurant dans la grille de repérage (annexe 2).
- Exclus : Le mobilier, les éléments de décoration, les éléments non fixés de manière définitive.
Tous matériaux et éléments de construction situés en zone non visible et non accessible (plénum, faux plafonds supérieurs à 3 mètres, doublages, coffrages)
Tous matériaux et éléments de construction situés en zone non visible et non accessible sans sondage destructif.
- Rappel Le diagnostic ne porte que sur la liste des locaux citée en annexe 1, tout autre local devra être considéré comme non visité.

Visite des lieux

Date de la visite	13 septembre 2017
Opérateur(s) de repérage AUGERIS	Martin COURBOULEIX, Eddy MAURER

Nombre de prélèvements

3



III. CONCLUSION

Désignation du bien ayant fait l'objet du repérage Amiante :

SANOFI AVENTIS
Recherche & Développement

Bâtiment Restauration
3 Digue d'Alfortville
94140 ALFORTVILLE

Non visités : néant

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport,
Il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante pour lesquels
le propriétaire a l'obligation de faire réaliser une évaluation périodique (EP*) :

N° matériau	Matériau	Localisation	Localisation complémentaire
4	Conduit(s) + lanterne	Bâtiment restauration, toiture, côté cuisine	Cuisine
5	Conduit(s) carré + lanternes x 2	Bâtiment restauration, toiture, côté cuisine	WC et circulation

***Cf. annexe 7**

Documents fournis : Plan

L'attention du propriétaire est attirée sur le fait que la recherche de ces matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, s'applique aux seuls matériaux et produits des composants de la construction directement visibles et accessibles sans investigation destructive.

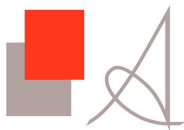
La responsabilité d'AUGERIS ne saurait être engagée sur les zones dont l'accès n'a pas été possible dans le déroulement normal des opérations.

Les résultats de la présente mission ne peuvent être utilisés comme un repérage préalable à la réalisation de travaux ou de démolition totale.

Organisme de contrôle AUGERIS

Immeuble Ceylan
6 Allée de Londres
91140 VILLEJUST

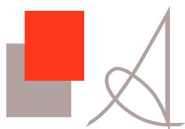
	Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
Nom	Martin COURBOULEIX	Eddy MAURER	Rémi CASTELLI
Date	28 septembre 2017	28 septembre 2017	28 septembre 2017
Visa			



ANNEXE I : Liste des locaux

Adresse	Cage	Etage	N°	Local	Visite	Commentaire
3 Digue d'Alfortville	Restaurant	RdC	1	Ensemble des locaux	13/09/17	
			2	Toiture	13/09/17	

Le diagnostic ne porte que sur la liste citée ci-dessus, tout autre local devra être considéré comme non visité.



ANNEXE 2 : Grille de repérage

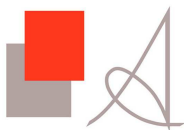
Liste A mentionnée à l'article R. 1334-20

COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER
Flocage
Calorifugeage
Faux-plafond

Liste B mentionnée à l'article R. 1334-21

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
1. Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs).	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu.
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres	Enduits projetés, panneaux de cloisons.
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés
Planchers.	Dalles de sol.
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...)	Conduits, enveloppes de calorifuges
Clapets/ volets coupe-feu	Clapets, volets, rebouchage
Portes coupe-feu	Joints (tresses, bandes)
Vide-ordures	Conduits
4. Éléments extérieurs	
Toitures.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux
Bardages et façades légères.	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment).
Conduits en toiture et façade.	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

(*) En cas de prélèvement, consultez la fiche d'identification et de cotation



ANNEXE 3 : Fiche d'Identification et de Cotation

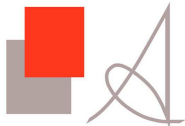
Bâtiment Restauration
3 Digue d'Alfortville - 94140 ALFORTVILLE

N° matériau	Prél. n°	Matériau	Localisation	Photos n°	Localisation complémentaire	Observations	Etat de conservation du matériau	Résultat	Préconisation *
1	1	Faux Plafond	Bâtiment restauration, RdC, salle restaurant	1				Négatif	
2	2	Calorifugeage	Bâtiment restauration, RdC, sanitaire homme, réseau eau chaude	2		Dans coffrage vertical + plénum		Négatif	
3	3	Faux Plafond	Bâtiment restauration, RdC, salle de sport	3	SAS accès			Négatif	
4		Conduit(s) + lanterne	Bâtiment restauration, toiture, côté cuisine	4	Cuisine		bon état	Amiante ciment	EP
5		Conduit(s) carré + lanternes x 2	Bâtiment restauration, toiture, côté cuisine	5	WC et circulation		bon état	Amiante ciment	EP

Légende	Matériaux non amiantés	F – C – FP (Flocage – Calorifugeage – Faux-Plafond)			Autres matériaux amiantés	Matériaux suspects (non prélevés)
		Score 1	Score 2	Score 3		

* Cf. annexe 7 : Liste des codes de conseil et préconisation

Ci-joint les résultats du laboratoire ITGA du 21 septembre 2017
Rapport d'analyse n° IT071709-28875 à 28877



ANNEXE 4 : Photos



1

Photo n° 1 / prélèvement n° 1

Faux Plafond
Bâtiment restauration, RdC, salle
restaurant



2

Photo n° 2 / prélèvement n° 2

Calorifugeage
Bâtiment restauration, RdC, sanitaire
homme, réseau eau chaude



3

Photo n° 3 / prélèvement n° 3

Faux Plafond
Bâtiment restauration, RdC, salle de
sport



4

Photo n° 4

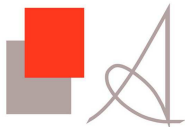
Conduit(s) + lanterne
Bâtiment restauration, toiture, côté
cuisine



5

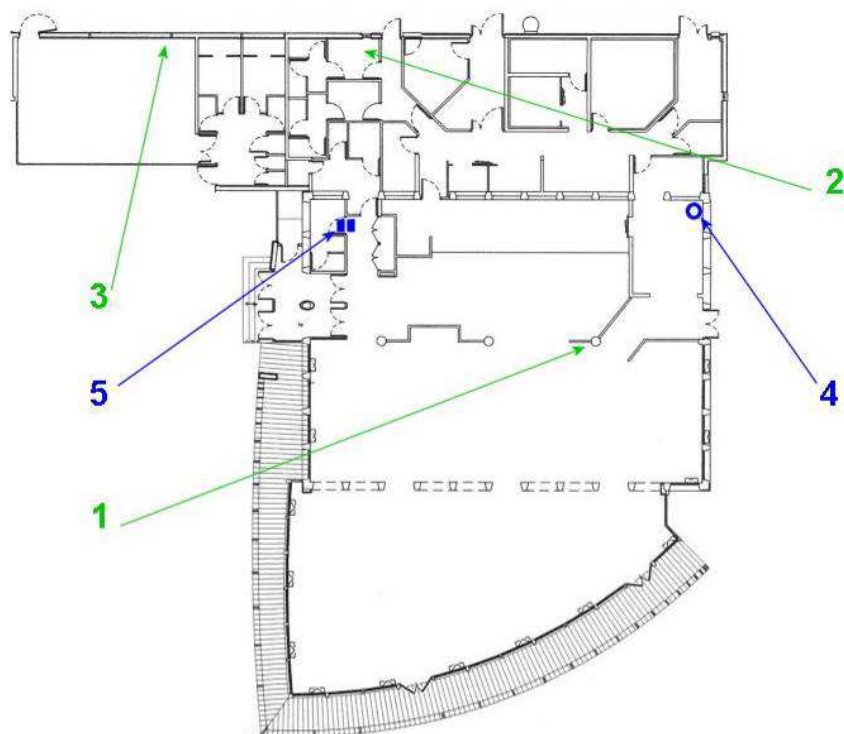
Photo n° 5

Conduit(s) carré + lanternes x 2
Bâtiment restauration, toiture, côté
cuisine

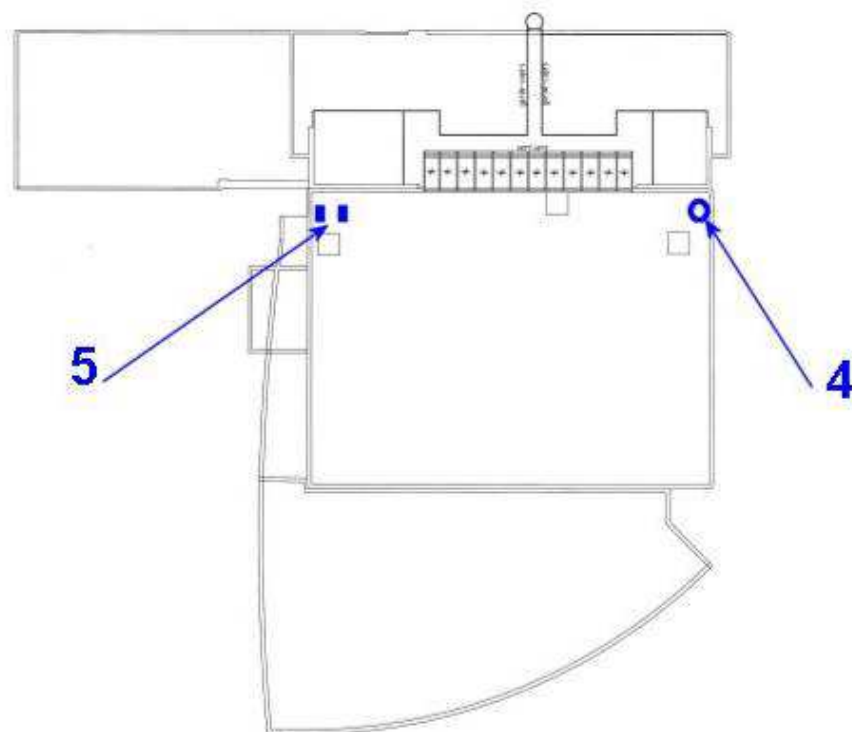


ANNEXE 5 : Plans ou Croquis

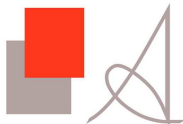
Rez-de-chaussée



Toiture



Légende : code couleur des numéros de matériaux de la fiche d'identification sur plan						
Matériau non amianté	Matériau suspect (non prélevé)	Matériau amianté	Flocage, calorifugeage, faux plafond amianté			Zone non visitée
			Score 1	Score 2	Score 3	Plénum non visité



ANNEXE 6 : Procès-verbaux d'analyses



Parc Edonia - Bât. R - Rue de la Terre Adèle - CS n° 66862
35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tél : 02.99.35.41.41
Fax : 02.99.35.41.42
www.itga.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

RAPPORT D'ESSAI N° IT071709-28875 EN DATE DU 21/09/2017 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client :

AUGERIS
M. Martin COURBOULEIX
6 allée de Londres
91140 VILLEJUST

Prélèvement :

Commande ITGA : IT0717-87963
Echantillon ITGA : IT071709-28875
Reçu au laboratoire le : 18/09/2017

Réf. Client :

Commande	RR-210F009-17-0277
Dossier client	SANOFI AVENTIS Recherche et Développement Alfortville Bâtiment Restauration 3 Digue d'Alfortville 94140 ALFORTVILLE RR-210F009-17-0277-001
Echantillon	1 - Faux Plafond - Bâtiment restauration, RdC, salle restaurant
Description ITGA	Matériau fibreux jaune avec poussières / Peinture blanche

Préparation :

Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon

- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération de poussières sur grille de microscope électronique (méthode interne IT 085 ou IT 286)

Technique Analytique :

- Microscope Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

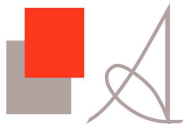
Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nb de préparations
▶ Matériau fibreux jaune avec poussières + peinture blanche non séparable	META le 21/09/2017	Amiante non détecté	---	1

Validé par : Céline BLIN - Analyste MET

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

DTA 164 rev 12

Page 1 / 1



Parc Edonia - Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS n° 66862
35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tél : 02.99.35.41.41
Fax : 02.99.35.41.42
www.itga.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole : ►

RAPPORT D'ESSAI N° IT071709-28876 EN DATE DU 21/09/2017 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client :

AUGERIS
M. Martin COURBOULEIX
6 allée de Londres
91140 VILLEJUST

Prélèvement :

Commande ITGA : IT0717-87963
Echantillon ITGA : IT071709-28876
Reçu au laboratoire le : 18/09/2017

Réf. Client :

Commande	RR-210F009-17-0277
Dossier client	SANOFI AVENTIS Recherche et Développement Alfortville Bâtiment Restauration 3 Digue d'Alfortville 94140 ALFORTVILLE RR-210F009-17-0277-002
Echantillon	2 - Calorifugeage - Bâtiment restauration, RdC, sanitaire homme, réseau eau chaude
Description ITGA	Matériau fibreux jaune avec poussières / Matériau plâtreux blanc en vrac / Toile fibreuse blanche / Peinture / Couche souple grise

Préparation :

Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon

- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération de poussières sur grille de microscope électronique (méthode interne IT 085 ou IT 286)

Technique Analytique :

- Microscope Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

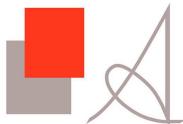
Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nb de préparations
► Matériau fibreux jaune avec poussières non séparable + matériau plâtreux blanc en vrac non séparable + toile fibreuse blanche non séparable + peinture non séparable + couche souple grise non séparable	META le 21/09/2017	Amiante non détecté	---	1

Validé par : Céline BLIN - Analyste MET

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

DTA 144 rev 12

Page 1 / 1



Parc Edonia - Bât. R - Rue de la Terre Adélie - CS n° 66862
35768 SAINT-GREGOIRE CEDEX
Tél : 02.99.35.41.41
Fax : 02.99.35.41.42
www.itga.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole : ►

RAPPORT D'ESSAI N° IT071709-28877 EN DATE DU 21/09/2017 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse.

Client :

AUGERIS
M. Martin COURBOULEIX
6 allée de Londres
91140 VILLEJUST

Prélèvement :

Commande ITGA : IT0717-87963
Echantillon ITGA : IT071709-28877
Reçu au laboratoire le : 18/09/2017

Réf. Client :

Commande	RR-210F009-17-0277
Dossier client	SANOFI AVENTIS Recherche et Développement Alfortville Bâtiment Restauration 3 Digue d'Alfortville 94140 ALFORTVILLE RR-210F009-17-0277-003
Echantillon	3 - Faux Plafond - Bâtiment restauration, RdC, salle de sport
Description ITGA	Matériau fibreux beige avec poussières / Peinture blanche

Préparation :

Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon

- pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) : broyage mécanique, récupération de poussières sur grille de microscope électronique (méthode interne IT 085 ou IT 286)

Technique Analytique :

- Microscope Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050)

Résultat :

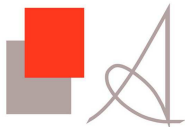
Fraction Analysée	Technique analytique et date d'analyse	Résultat	Type d'amiante	Nb de préparations
► Matériau fibreux beige avec poussières + peinture blanche non séparable	META le 21/09/2017	Amiante non détecté	---	1

Validé par : Céline BLIN - Analyste MET

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 2 ans.

DTA 164 rev 12

Page 1 / 1



ANNEXE 7 : Liste des codes de conseils et préconisations

Liste A : Flocages – Calorifuges – Faux plafonds

F1. Score 1 ⇒ CONTROLE TOUS LES 3 ANS.

Obligation est faite au propriétaire d'informer les occupants ainsi que toute personne susceptible d'intervenir sur ces matériaux.

F2. Score 2 ⇒ CONTROLE PAR MESURES EMPOUSSIEREMENT SOUS 3 MOIS

Obligation est faite au propriétaire d'informer les occupants ainsi que toute personne susceptible d'intervenir sur ces matériaux.

F2.1 Résultats : Si $E \leq 5f/l$, contrôle tous les 3 ans.

F2.2 Résultats : Si $E \geq 5f/l$, mesures conservatoires + travaux

En cas de travaux partiels ou de confinement : Inspection visuelle+ mesures empoussièrément + contrôle tous les 3 ans après les travaux;

En cas de retrait de l'amiante, contrôle visuel + mesures empoussièrément libératoires.

F3. Score 3 ⇒ MESURES CONSERVATOIRES + TRAVAUX

Obligation est faite au propriétaire d'informer les occupants ainsi que toute personne susceptible d'intervenir sur ces matériaux.

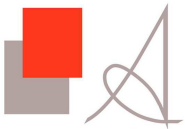
En cas de travaux partiels ou de confinement : Inspection visuelle+ mesures empoussièrément+ contrôle tous les 3 ans après les travaux ;

En cas de retrait de l'amiante (désamiantage), contrôle visuel + mesures empoussièrément libératoires.

Liste B

EP ⇒ évaluation périodique consiste à :

- Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation
- Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer



AC1 ⇒ Action Corrective de premier niveau

- a. Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b. Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c. Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d. Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

AC2 ⇒ Action Corrective de second niveau

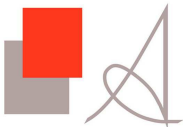
- a. Prendre, tant que les mesures mentionnées au c) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celle-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b. Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c. Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d. Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

Matériaux hors listes A et B

NF*4. Il n'y a pas de danger si le matériau ne subit aucune dégradation (travaux de type percement, cassage, sciage, ponçage etc...).

Obligation est faite au propriétaire d'informer les occupants ainsi que toute personne susceptible d'intervenir sur ces matériaux.

A défaut de retrait, il est recommandé de contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation.



ANNEXE 8 : Recommandations générales de Sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

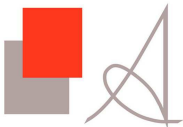
b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.



2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

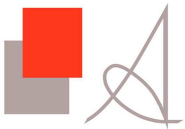
Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.



Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

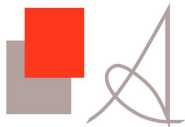
Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie..



ANNEXE 9 : Attestation(s) de compétences



Certificat de compétences Diagnosticteur Immobilier

N° CPDI1995 Version 005

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur MAURER Eddy

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention** Date d'effet : 16/05/2017 - Date d'expiration : 08/10/2017
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention* Date d'effet : 09/10/2012 - Date d'expiration : 08/10/2017
Termites	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine Date d'effet : 14/04/2017 - Date d'expiration : 13/04/2022

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 01/06/2017.

* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention.

**Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels. Missions de repérage des matériaux et produits de la liste C. Les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'infestation par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.

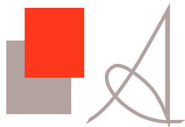


Certification de personnes
Diagnosticteur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc EDONIA - Bâtiment G - Rue de la Terre Victoria - 35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev13



Certificat de compétences Diagnosticteur Immobilier

N° CPDI 2696 Version 003

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur COURBOULEIX Martin

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention **Amiante Avec Mention****
Date d'effet : 27/09/2017 - Date d'expiration : 26/09/2022

Amiante sans mention **Amiante Sans Mention***
Date d'effet : 27/09/2017 - Date d'expiration : 26/09/2022

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 27/09/2017.

* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention.

**Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 900 personnes ou dans des bâtiments industriels. Missions de repérage des matériaux et produits de la liste C. Les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement.

Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb, des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles classés et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.

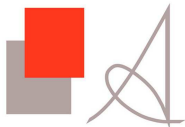


Certification de personnes
Diagnosticteur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc EDONIA - Bâtiment G - Rue de la Terre Victoria - 35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev13



ANNEXE 10 : Attestation d'assurance



ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE DE L'EXPERT REALISANT DES EXPERTISES ET DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES / MMA IARD atteste que : AUGERIS - 6, allée de Londres - 91140 VILLEJUST

est titulaire d'un contrat n° 113.988.379

garantissant sa Responsabilité Civile Professionnelle d'Expert immobilier dans le cadre des missions de diagnostic et expertise désignées dans le tableau ci-dessous :

La garantie du contrat porte exclusivement :

- sur les diagnostics et expertises immobiliers désignés dans le tableau ci-dessous;
- et à condition qu'ils et elles soient réalisés par des personnes possédant toutes les certifications correspondantes exigées par la réglementation.

NATURE DES DIAGNOSTICS ET EXPERTISES ASSURES PAR LE CONTRAT

- Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP)
- Etat mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante
- Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment
- Diagnostic de performance énergétique
- Mesurage « Loi Carrez »
- Conformité des installations d'eau de consommation (plomb dans l'eau)
- Etat relatif à la présence d'insectes xylophages et parasites (autres que termites)
- Etat relatif à la présence et concentration de légionnelles
- Etat des risques naturels et technologiques
- Etat des lieux relatif à la conformité aux normes de surface et d'habitabilité (Prêt à taux 0%)
- Audit de conformité de l'installation d'assainissement autonome collectif et individuel dans le cadre de la Loi sur l'eau
- (n 92-3), des arrêtés du 06 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables et les modalités du contrôle technique, de la circulaire n 97-49 et de la norme XP P 16-603
- Etat de l'installation intérieure d'électricité selon les articles L134-7 et R*134-13 du Code de la Construction et de l'Habitation et les prescriptions de l'arrêté du 08/07/2008
- Diagnostic de l'état de l'installation intérieure de gaz effectué selon les prescriptions des articles L134-6 et R134-6 à R134-9 du Code de la Construction et de l'Habitation

Le montant de la garantie Responsabilité Civile Professionnelle est fixé à 1.525.000 € par sinistre et à 1.525.000 € pour l'ensemble des sinistres d'une même année d'assurance.

La présente attestation, valable pour la période du 01/07/2017 au 30/06/2018 ne peut engager l'assureur en dehors du paiement intégral des primes, des limites précisées par les clauses et les conditions du contrat d'assurance auquel elle se réfère.

Fait à Clichy, le 5 juillet 2017

L'assureur

MMA IARD SA
Siège Social : 14 bd Marie et Alexandre Oyon
72030 LE MANS Cedex 9
RCS Le Mans 440 048 882
Entreprise régie par le Code des Assurances

AM52 (15/06/2016) - Imp. MMA Le Mans

MMA IARD Assurances Mutuelles
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS Le Mans 775 652 126
Siège social : 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72100 Le Mans

MMA IARD
Société anonyme, au capital de 537 052 368 euros
RCS Le Mans 440 048 882

MMA Vie Assurances Mutuelles
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS Le Mans 775 652 118

MMA Vie
Société anonyme, au capital de 142 622 936 euros
RCS Le Mans 440 042 174